

Démarche : PREFECTURE 971 - FIPD 2026 - Prévention de la délinquance et de la radicalisation

Organisme : Direction du cabinet, bureau de la sécurité intérieure

Identité du demandeur

Email

Etablissement
SIRET

Dénomination

Forme juridique

Formulaire

SITE DE DÉPÔT DES DOSSIERS DE DEMANDES DE SUBVENTION DANS LE CADRE DU FONDS INTERMINISTÉRIEL DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE (FIPD) - EXERCICE 2025

Vous ne pouvez déposer qu'un projet à la fois. Merci de vous assurer que votre projet est éligible et correctement déposé (cf appel à projets en annexe).

Vous avez besoin de votre numéro SIRET pour déposer votre demande de subvention.
Assurez vous que les données qui y figurent soient à jour et correspondent bien à celles de votre RIB (adresse, dénomination de la structure).

Pour les actions en renouvellement merci de prévoir le bilan de l'action N-1 (ou un bilan intermédiaire si celle-ci n'est pas terminée) en renseignant le cerfa 15059*02.

Contacts

Le porteur de projet est :

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Une association

☐ Une collectivité territoriale

Civilité du responsable de l'action

Interlocuteur privilégié des services pour toute question relative au projet.

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Madame

☐ Monsieur

Nom du responsable de l'action

Interlocuteur privilégié des services pour toute question relative au projet.

Prénom du responsable de l'action

Interlocuteur privilégié des services pour toute question relative au projet.

Fonction du responsable de l'action

Mail du responsable de l'action

Numéro de téléphone du responsable

Nature du projet

Intitulé de l'action

L'intitulé est court et explicite

Nature de l'action

Préciser s'il s'agit d'une demande pour une nouvelle action ou d'une reconduction d'action

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ Nouvelle action

☐ Renouvellement

Type de programme de l'action

Se référer à l'appel à projets.

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

☐ 1 - Accompagner les jeunes exposés à la délinquance ;

☐ 2 - prévenir les violences intrafamiliales, faites aux femmes et aider les victimes ;

☐ 3 - améliorer la tranquillité publique ;

☐ 4- prévenir la radicalisation et le séparatisme.

Objectifs de l'action

Préciser les objectifs concrets poursuivis par votre action (limité à 1000 caractères).

Description de l'action

Description précise de l'action en vue de répondre aux objectifs ciblés, par exemple préciser le calendrier envisagé, le nombre d'actions, qualifier les prestations,...

Public cible

Age et typologie des bénéficiaires

Sélectionner au moins une classe d'âge et une typologie de public

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

☐ Mineurs de moins de 12 ans

☐ Mineurs de 12 à 18 ans

☐ Famille de mineurs

☐ Majeurs de 18 à 25 ans

☐ Majeurs de plus de 25 ans

☐ Hommes

☐ Femmes

☐ Public mixte

Nature du public bénéficiaire

Plusieurs réponses possibles

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

☐ Public scolaire

☐ Décrocheurs scolaires

☐ Public sous main de justice

☐ Femmes victimes de violences intrafamiliales

☐ Mineurs victimes de violences

☐ Auteurs de violences conjugales et/ou intrafamiliales

☐ Autres personnes vulnérables (personnes âgées, personnes handicapées,...)

☐ Autres public

Nombre de bénéficiaires

Indiquer le nombre approximatif de personnes bénéficiaires du dispositif

Période de réalisation

Date de fin de réalisation

Généralement au 31 décembre de l'année en cours (possibilité jusqu'au 30 juin pour les actions destinées au public scolaire).

Budget du projet

Montant total du budget dédié à l'action

Montant TTC pour les associations et HT pour les collectivités territoriales.

PREFECTURE 971 - FIPD 2026 - Prévention de la délinquance et de la radicalisation

Montant de la subvention demandée au titre du FIPD 2025

Subventions antérieures FIPD

Pour les demandes de renouvellement, précisez le montant de la subvention obtenue en année N-1

Autres financements publics demandés

Indiquer les éventuels liens avec d'autres financements publics

Cochez la mention applicable

- ☐ Oui
- ☐ Non

Montant des autres financements publics

Préciser le montant total des financements publics sollicités.

Partenaires financiers

Préciser les partenaires financiers susceptibles de financer le projet.

Ex : politique de la ville, ARS, CAF,...

Localisation du projet

Arrondissement concerné par l'action

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- ☐ Ensemble du département
- ☐ Arrondissement de Basse-Terre
- ☐ Arrondissement de Grande-terre

Le territoire d'intervention concerne-t-il une zone de sécurité prioritaire (ZSP)

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ En partie

Le territoire d'intervention concerne-t-il un quartier prioritaire (QPV)

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ En partie

Le cas échéant, la commune ou l'intecommunalité dispose-t-elle d'un CLSPD/CISPD actif ?

Cochez la mention applicable

- ☐ Oui
- ☐ Non

Date de la dernière réunion CLSPD/CISPD

Moyens affectés au projet

Nombre de salariés affectés à l'action

En équivalent temps plein

Nombre de bénévoles affectés à l'action

En équivalent temps plein

Moyens techniques mis en oeuvre

Ex : mise à disposition de locaux, outils, véhicules, matériels...

Evaluation du dispositif

Méthode d'évaluation et indicateurs choisis au regard des objectifs ci-dessus

Les moyens mis en œuvre pour évaluer l'impact de votre action sur le public bénéficiaire est un des critères d'appréciation de votre dossier. Il vous appartient d'être précis sur les indicateurs qualitatifs et quantitatifs que vous suivrez avec attention.

Informations complémentaires

Information complémentaire éventuelle

Cette rubrique vous permet d'apporter des précisions complémentaires susceptibles d'éclairer davantage les financeurs sur la pertinence de votre action.

Numéro RNA

Nom du représentant légal

Prénom du représentant légal

Fonction du représentant légal**Adresse mail du représentant légal****Attestation sur l'honneur**

J'atteste être le (la) représentant(e) légal(e) de la personne morale portant le projet, ou être autorisé(e) pour celui-ci à déposer cette demande de subvention.

ATTENTION

Toute fausse déclaration est passible de peines d'emprisonnement et d'amendes prévues par les articles 441-6 et 441-7 du code pénal.

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de service ou de l'Établissement auprès duquel vous avez déposé votre dossier.

Cochez la mention applicable

☐ Oui

☐ Non

Pièces jointes

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Attestation de dépôt du dossier de demande de subvention (extrait du cerfa N°12156-06)

A renseigner, dater et signer (par le représentant légal ou son délégué).

ATTENTION se formulaire est le seul existant, il est à renseigner également par les collectivités territoriales.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Délégation de signature

Obligatoire si l'attestation ci-dessus est signée par un mandataire du représentant légal.

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Budget prévisionnel de l'action

Joindre le budget prévisionnel de l'action (sous forme du modèle ci-joint ou assimilé)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Bilan de l'action N-1

A renseigner obligatoirement pour les actions en renouvellement

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ RIB

Dénomination du RIB

Reporter la dénomination exacte de la structure indiquée dans le RIB joint

Détailler l'IBAN**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

☐

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Délibération du conseil municipal ou communautaire portant autorisation de la demande

Obligatoire pour les collectivités

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Comptes approuvés au dernier exercice clos

Obligatoire pour les associations

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Le rapport du commissaire aux comptes

Obligatoire pour les associations qui en ont désigné un, notamment celles ayant reçu annuellement plus de 153 000 euros de dons et subventions

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Le dernier rapport d'activité approuvé

Obligatoire pour les associations

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Statuts de l'association

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

☐ Liste des personnes chargées de l'administration